



Figures de maires

Léon Trépanier

Number 20, 1955

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1080003ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1080003ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Trépanier, L. (1955). Figures de maires. *Les Cahiers des Dix*, (20), 149–177.
<https://doi.org/10.7202/1080003ar>

Figures de maires

Par LÉON TRÉPANIÉ

Les élections municipales tenues à Montréal en 1954 donnèrent lieu, comme on sait, à toutes sortes de spéculations, M. Jean Drapeau ayant obtenu une majorité plus forte qu'aucun de ses prédécesseurs, depuis l'avènement du suffrage populaire en 1851.

Avant cette époque, le choix du maire de Montréal par le Conseil donnait prise à toutes sortes de combinaisons politiques ou d'intérêts privés et, comme conséquence, ce choix n'interprétait pas toujours le voeu de la majorité des contribuables.

D'une façon générale, l'électorat n'a pas tenu compte de l'âge, du rang social ou de l'origine de l'aspirant au poste convoité.

Il est cependant amusant de lire dans l'*Opinion Publique* du 20 mars 1879, cette remarque à la suite de l'élection à la mairie du jeune avocat Sévère Rivard, natif de Yamachiche : « M. Rivard a l'air un peu jeune pour être maire d'une ville aussi considérable que Montréal, mais il sait toujours bien faire les choses ».

Rivard avait quarante-cinq ans à son accession à la mairie, faisant « mordre » la poussière à l'invincible Jean-Louis Beaudry qui venait d'atteindre sa soixante-dixième année. A la mort de ce dernier, Rivard le remplaçait au Conseil législatif.

Les remarques du journal montréalais ne devaient guère influencer l'électorat, puisque le successeur de Sévère Rivard fut Honoré Beaugrand, journaliste, porté à la mairie à l'âge de trente-cinq ans. Il a été le plus jeune des maires élus jusqu'ici. Par ailleurs, Jacques Grenier avait soixante-six ans quand il conquit pour la première fois le titre de maire.

Dans le domaine social les avocats conservent, depuis le début du suffrage populaire, la priorité. Dix d'entre eux ont été élus à la

mairie alors qu'un cigarier a été le favori de l'électorat, Médéric Martin qui partage, avec Camillien Houde, le privilège d'avoir occupé le fauteuil pendant le plus grand nombre d'années consécutives, soit dix ans. M. Houde reste cependant le *recordman* dans la course à la mairie puisqu'en dépit de quelques courts intermèdes, il fut pendant dix-huit ans notre premier magistrat et arrive bon premier dans le nombre de votes enregistrés en faveur d'un candidat. En effet, à l'élection du 9 avril 1934, M. Houde recueillait 89,603 voix.

Par contraste, celui dont le terme a été le plus court fut le jeune avocat Francis Cassidy, natif de Saint-Jacques-de-l'Achigan, élu à la mairie en février 1873 et qui décéda quatre mois après, à l'âge de quarante-six ans.

Mais le plus obstiné de tous les candidats, depuis Jacques Viger jusqu'à M. Jean Drapeau, aura été ce Jean-Louis Beaudry qui, élu une première fois à l'âge de cinquante-deux ans, venait d'atteindre ses soixante-quinze ans quand il fut défait par Honoré Beaugrand.

Des trente-sept maires qui se sont succédé de 1833 à 1955, treize sont nés à Montréal, trois en Ecosse, deux en Irlande du Nord, un aux Etats-Unis, et deux en Ontario; les dix-sept autres virent le jour dans différentes localités de la Province. Il est à noter que Sainte-Anne-des-Plaines et Berthier nous ont fourni chacun deux maires.

Nous devons à la bienveillance de l'archiviste municipal de pouvoir publier, en appendice, un relevé des trente-sept maires de Montréal. Comme complément, nous y avons ajouté, en regard de chaque nom, le lieu d'origine du titulaire.

Jacques Viger et quelques-uns de ses successeurs sont trop bien connus pour que nous nous attachions à décrire longuement leur carrière. Nous nous bornerons à une rapide esquisse du personnage.

D'autres dont la vie municipale a été marquée d'événements plus ou moins sensationnels, souvent trop vite oubliés, méritent qu'on fasse revivre leur mémoire.

Quelques-uns, par contre, et c'est le cas du journaliste Honoré Beaugrand et du docteur Wolfred Nelson, sont mieux connus pour le

rôle qu'ils ont joué sur un théâtre autre que celui de la mairie. Il convient de décrire davantage leur carrière municipale.

Nous ne parlerons pas des deux seuls survivants de la mairie, afin de ne pas risquer de nous éloigner du caractère purement objectif de cette étude.

D'ailleurs nous avons cru devoir nous arrêter au début du siècle actuel, puisque notre but est surtout d'exhumer et non de rééditer des faits et des événements plus ou moins du domaine du passé.

JACQUES VIGER, premier maire de Montréal, fut journaliste, archiviste, archéologue, arpenteur et officier de milice.

Il fut le premier président de notre Société Saint-Jean-Baptiste et le fondateur de la Société Historique de Montréal.

On a dit de Viger qu'il avait été le bénédictin du Canada.

Et ce n'est pas sans raison, car pendant plus de cinquante ans, il collectionna et rassembla des matériaux pour l'histoire.

Viger mourut, à l'âge de soixante-onze ans, dans sa propriété de Notre-Dame-de-Grâce.

Les oeuvres de Viger forment plus de quarante volumes qu'on appelle *La Saberdache*. C'est lui-même d'ailleurs qui leur donna ce nom.

On explique qu'en 1813, alors qu'il combattait sous de Salaberry, avec les régiments suisses qui étaient en majorité de langue allemande, il leur emprunta ce terme par plaisanterie. Aujourd'hui le mot s'écrit : *Sabretache*.

Viger mourut sans postérité, mais ses nombreux travaux suffisent à faire revivre sa mémoire.

Trois maires de Montréal, avons-nous dit, sont nés en Ecosse. Ce sont Peter McGill, successeur de Jacques Viger, et pendant vingt-six ans président de la Banque de Montréal; James Ferrier, maire en 1844 et James Cochrane, élu en 1902.

McGill fut élu une première fois, maire, par le gouverneur lui-même; il fut le choix du conseil municipal pour deux autres termes.

Rappelons que le choix du maire par le suffrage populaire ne se fit, pour la première fois, qu'en 1851.

James Ferrier, natif d'Ecosse, fut élu maire en 1844.

Voici un incident, généralement peu connu, qui se rattache à la carrière du maire Ferrier.

Il se trouvait à Québec quand une conflagration détruisit une grande partie de la Vieille Capitale.

Ferrier revint immédiatement à Montréal, dans le temps siège du gouvernement du pays, et intéressa lord Metcalfe, gouverneur général du Canada, à lancer une souscription en faveur des sinistrés.

Cette souscription atteignit le chiffre de \$40,000., le maire Ferrier ayant contribué, pour sa part, d'un montant de \$2000.

Ce fut aussi Ferrier qui lança le projet du chemin de fer Montréal et Lachine.

Un troisième personnage, originaire d'Ecosse, James Cochrane, fut le choix en 1902 du suffrage populaire.

En 1890, Cochrane s'était présenté comme député, dans Montréal-Ouest, mais il avait été défait par sir Donald Smith, mieux connu plus tard sous le nom de lord Strathcona.

William Workman, élu en 1868 et Richard Wilson Smith, maire en 1896, viennent tous deux du nord de l'Irlande.

La carrière de Workman fut assez intéressante. A son arrivée au pays, il se lance dans le journalisme qu'il abandonne quelques années plus tard pour fonder la grande firme Frothingham & Workman dont le nom est encore conservé bien que la maison ait été absorbée depuis.

L'un des fondateurs et le premier président de la Banque d'Épargne, il fut aussi l'un des partisans les plus actifs du parti La Fontaine-Baldwin.

Quant à Richard Wilson Smith, maire en 1896, il débuta lui aussi dans le journalisme, fut président de l'Association de la Presse de la Province de Québec, mais devint l'un des financiers les plus prospères de Montréal.

John E. Mills, né dans le Massachusetts, fut élu maire de Montréal en 1847, année de l'épidémie du typhus, dont il fut lui-même l'une des victimes. Son stage à la mairie n'avait duré que neuf mois.

Deux de nos maires ont vu le jour en Ontario, un de langue anglaise et l'autre de langue française.

Henry Starnes, descendant d'un loyaliste écossais, était né à Kingston. Négociant en gros, il fut directeur de nombre d'institutions financières et bancaires, fut député de Châteauguay et commissaire des travaux publics sous le ministère Taillon.

Charles-Joseph Coursol, né à Amherstburg, comté d'Essex, Ontario, fut choisi comme maire en 1871. Avocat brillant, il avait épousé la fille de sir Etienne-Paschal Taché, et devint juge de la Cour Supérieure.

Tout d'abord adhérent au parti réformiste de La Fontaine, il donna plus tard son appui à sir Georges-Etienne Cartier, dont il était un fervent admirateur. Il fut président de la Société Saint-Jean-Baptiste et député aux Communes pour Montréal-Est.

Notre vie municipale compte deux Charles-Séraphin Rodier ayant porté tous deux le titre d'*honorable* et qui vécurent à peu près dans le même temps.

C'est ce qui a donné lieu fréquemment à une certaine confusion quand on parle de l'un ou de l'autre. Tous deux naquirent à Montréal.

L'un, le neveu, fut menuisier, industriel, conseiller municipal et sénateur; l'autre, l'oncle, fut marchand, échevin, avocat, maire et conseiller législatif. Détail assez curieux, c'est que, d'après E.-Z. Massicotte, ni l'un ni l'autre n'avait été gratifié au baptême des prénoms de Charles-Séraphin.

L'oncle : Charles-Séraphin, qui devint maire, avait été baptisé : Charles.

Son neveu : Charles-Séraphin, avait été baptisé simplement Séraphin.

Coïncidence non moins curieuse, tous deux étaient fils d'un Jean-Baptiste Rodier.

Il appert que le neveu voulut ajouter le prénom de Charles à celui de Séraphin qu'il portait et, l'oncle Charles, à son tour, tint à ce qu'on l'appelât Séraphin autant que Charles.

Voilà comment nous eûmes deux Charles-Séraphin Rodier, tous deux fils d'un Jean-Baptiste Rodier, et tous deux fort remuants dans l'administration municipale et la vie montréalaise en général.

Autant, cependant, l'oncle fut actif en politique, habile homme d'affaires, avocat de réputation, homme de faste, autant le neveu redouta la Renommée aux Cent voix.

Bien qu'il mourut sénateur, le neveu avait surtout brillé dans les affaires. De simple menuisier, il était devenu manufacturier et gros propriétaire. Il fut conseiller municipal durant un terme seulement, en 1848, l'année même de son mariage.

Il fut également président de la Société Saint-Jean-Baptiste et pour un terme seulement.

Son oncle, Charles-Séraphin, fils de forgeron, avait été élevé dans le faubourg Saint-Joseph.

Ses parents avaient d'abord songé à l'envoyer au séminaire, mais, nous apprend Massicotte, « le remuant rejeton, aussi grand d'ambition que petit de taille, quitta subitement les classiques pour s'attaquer aux affaires, en pleine jeunesse ».

Il eut le même succès que son ami le millionnaire Masson, de six ans son aîné. Rodier avait à peine atteint l'âge de sa majorité qu'il avait son magasin à lui, rue Saint-Paul.

Pour avoir de meilleurs prix, il se rendait en Europe faire ses achats. Le voyage par voilier était un peu long dans le temps, cependant, on assure que le marchand Charles-Séraphin Rodier traversa l'Océan quarante fois, entre 1819 et 1832.

Il avait près de trente ans lorsqu'il épousa, en 1825, une demoiselle de la haute bourgeoisie de Montréal, Marie-Louise Lacroix, dont le père, d'origine alsacienne, avait d'abord porté le nom de Van Kreuz qu'il changea en celui de Lacroix, quand il « vint chercher aventure en la Nouvelle-France ». On prétend que ce Paul Lacroix, qui s'était occupé du trafic des fourrures, avait d'abord épousé une prisonnière américaine, Marguerite McClure, « qu'il avait achetée des Sauvages ; » mais plus tard, il avait convolé avec Catherine de Lanière, qui fut la mère de la maîtresse Rodier. Rodier était à peine

revenu de sa dernière randonnée en Europe, quand, en 1833, se forma le premier conseil municipal, avec Jacques Viger, comme maire.

Rodier fut élu conseiller. Il fut de nouveau choisi en 1834 et 1835, et quand, en 1836, les affaires municipales de la ville furent de nouveau administrées par une Cour Spéciale des Sessions de la Paix, Rodier fut l'un des Juges de Paix.

Mais les troubles de 1837 se dessinaient, et Rodier se retira prudemment de la vie publique, pour entreprendre l'étude du droit. Il avait alors trente-neuf ans. Admis au Barreau en 1841, il devint Commissaire du Port et Directeur de la Banque Jacques-Cartier.

De 1857 à 1860 Charles-Séraphin Rodier fut maire de Montréal.

Ce qui le mit particulièrement en vedette, au cours de son terme à la mairie, fut la réception, en août 1860, du Prince de Galles, futur roi de la Grande-Bretagne (Edouard VII).

Longtemps après le décès de Rodier, on appelait sa maison : le Château du Prince de Galles. Cette superbe demeure avait également été le théâtre de réceptions en l'honneur du Prince Jérôme Bonaparte et nombre de sommités.

Charles-Séraphin Rodier, maire de Montréal, faisait grandement les choses, avons-nous dit.

Son ami Georges-Edouard Desbarats, qui lui consacra une notice biographique, dans *l'Opinion Publique*, au lendemain de sa mort, faisait remarquer qu'à l'occasion de la réception du Prince de Galles, Rodier avait revêtu une ample robe écarlate, bordée d'hermine, sur laquelle s'étalait son grand collier d'or. Il ressemblait vraiment au Lord-Maire de Londres et il fut, dans la suite, l'objet de maints quolibets dans les journaux.

Homme très charitable cependant, il avait érigé, près de chez lui, la salle d'asile de Bethléem pour les orphelins et les pauvres, et assura une forte rente annuelle aux Soeurs Grises et aux Soeurs du Bon Pasteur.

Ce fut lui qui, à la suite de l'incendie de l'église Saint-Jacques, proposa d'ériger la cathédrale à l'endroit où elle se trouve aujourd'hui.

Ouvrons ici une parenthèse pour une courte description des attributs de la mairie et une mention du Livre d'Or de la Cité.

En 1851, le privilège d'élire le maire de Montréal ayant été enlevé au Conseil, pour le confier au suffrage populaire, on crut bon de marquer d'un symbole bien distinctif, le titre de « premier citoyen de Montréal », et c'est pourquoi, le 27 août de cette même année, le Conseil décida de faire confectionner un collier en or pour le Maire. Ce dernier était, dans le temps, Charles Wilson.

Le 2 octobre de cette même année, le gouverneur général, comte d'Elgin, investit Charles Wilson des nouveaux insignes d'office.

Le 28 février 1852, on décide que le médaillon fixé au collier du maire deviendra la propriété du maire sortant de charge.

Ce médaillon valait, dans le temps, 35 louis : un an plus tard, cependant, on décrète que le médaillon ne devra pas coûter plus de (cinq) 5 louis.

On trouva pourtant que cette dépense annuelle était quelque peu onéreuse, et le 11 mars 1856, le médaillon cesse, de par le voeu du Conseil, d'être la propriété personnelle du Maire.

Fut-ce pour se rattraper que, cinq jours plus tard, le maire Henry Starnes recommanda que le maire soit revêtu dorénavant d'une toge garnie de fourrure en plus d'un médaillon, entouré de feuilles d'érable, avec, au centre, la réplique des armes de la ville. On recommande même que le greffier soit pourvu d'une toge noire.

Le Conseil donne suite à la recommandation et, en 1923, le maire Médéric Martin demande que l'on fasse l'achat d'une nouvelle toge pour le Maire, mais cette fois, garnie de martre de la Baie d'Hudson, au coût de \$1400. Les successeurs de Martin ayant négligé de s'affubler de cette somptueuse livrée, la toge fut placée dans un coffre et lorsqu'en 1945 on eut la curiosité de voir si elle s'était bien conservée, on découvrit que les mites en avaient fait leurs meilleurs repas. La toge semble maintenant disparue des attributs de la mairie.

Mais il reste le Livre d'Or de la Cité, inauguré en 1917, en mê-

me temps que notre bibliothèque municipale, par Joseph-Jacques-Césaire Joffre, maréchal de France.

Ce Livre d'Or, déposé en permanence sur le bureau du maire, s'est couvert depuis de signatures des célébrités qui ont honoré d'une visite le Palais de Concordia.

LE MAIRE WILSON ET L'INCIDENT GAVAZZI

Nous venons de faire mention de Charles Wilson, premier maire à être élu par le suffrage populaire et le premier à porter le collier d'office.

Un incident, tragique de conséquence, se rattache à la carrière de ce citoyen à qui les contribuables de Montréal accordèrent une élection par acclamation chaque fois qu'il sollicita leur confiance.

Le sénateur Wilson naquit à Coteau-du-Lac en 1808. Sa mère était la fille d'un capitaine d'Ailleboust, officier de l'armée française, qui, après la capitulation en 1759, était entré au service de l'armée anglaise au lieu de retourner en France.

En 1838, au plus fort de la Rébellion, il avait épousé la soeur du docteur Daniel Tracey, médecin natif d'Irlande, fondateur du *Vindicator*, hebdomadaire qui avait embrassé la cause des Canadiens français.

Charles Wilson fut conseiller législatif jusqu'à la Confédération alors qu'il fut nommé sénateur.

Rappelons maintenant l'incident auquel il fut mêlé, incident qui bouleversa la presse canadienne, fit couler des flots d'encre et faillit déchaîner les passions religieuses dans tout le pays.

Ce fut la visite à Montréal de l'ex-moine Alessandro Gavazzi dont les causeries en Italie et à Londres n'avaient guère été micux prisées qu'elles devaient l'être à Québec, à Montréal et plus tard aux Etats-Unis.

Né à Bologne en 1809, Gavazzi était entré dans l'Ordre des Barnabites et devint rapidement un théologien distingué. Très éloquent, il prit une part active aux tentatives d'insurrection qui bouleversèrent

l'Italie au milieu du XIXe siècle. Professeur de belles-lettres à Livourne, il n'avait que vingt-cinq ans quand il entreprit une série de prédications dans le Piedmont. Expulsé par ordre du Ministre des Affaires Etrangères, il s'était réfugié tout d'abord à Parme puis à Ancone où il rompit complètement avec Rome.

Après la restauration de Rome à la papauté, il entreprit en Angleterre une série de conférences contre l'église de Rome.

A Londres, cependant, il n'eut guère de succès et sa visite provoqua même une échauffourée au cours de laquelle plusieurs personnes furent blessées.

En 1853, l'ex-moine s'embarque pour le Canada et, le 4 juin, il entreprend de se faire entendre pour la première fois dans une petite chapelle wesleyenne de Québec, puis, deux jours après, dans un temple de la rue Sainte-Ursule où ses violentes attaques contre le cardinal Wiseman provoquent une émeute.

L'intérieur du temple fut saccagé et le prédicant s'échappa péniblement des mains de la foule, mais un peu contusionné.

Gavazzi se rend alors à Montréal et ses organisateurs demandent l'usage de la salle de concert du Marché Bonsecours, inaugurée comme Hôtel de Ville un an auparavant, par le Maire Wilson.

Ce dernier crut devoir refuser le permis, par suite des incidents survenus à Québec, et il fut décidé que l'ex-moine se ferait entendre au Zion Church, situé rue Sainte-Radegonde, aujourd'hui Côte du Beaver Hall, coin Latour (aujourd'hui Vitré).

La causerie eut lieu le 9 juin et se termina par une bagarre entre auditeurs, bien que par mesure de précaution la police s'était rendue nombreuse sur les lieux. Parmi les manifestants, plusieurs étaient armés et un jeune homme du nom de Gillespie fut tué d'une balle.

A ce moment, le maire Wilson était chez lui, rue Sherbrooke. Apprenant la nouvelle, il demande à la milice de prêter main-forte à la police. Les assaillants ont retraité jusqu'au pied de la Montagne, poursuivis par les soldats du 26ème Régiment, qui ont à subir, à leur tour, une pluie de projectiles et des coups de feux d'une partie de la foule.

Le maire Wilson arrive sur les lieux et, voyant que l'on est impuissant à réprimer la foule, donne lecture de l'Acte d'Émeute (Riot Act). Son geste n'apaise guère les manifestants et les militaires ouvrent le feu sur l'ordre du commandant.

Cette rencontre tragique coûta la vie à neuf personnes, le nombre des blessés s'élevant à une trentaine.

Parmi ceux qui furent mortellement blessés, on comptait le fils du conseiller municipal Austin Adams; les policiers blessés furent les agents Beaudoin, Monette, Lacroix et Goyette.

L'ex-moine Gavazzi, dans l'intervalle, est reconduit au St. Lawrence Hall, entre deux haies de soldats, et les troupes montent la garde autour de la maison du maire Wilson et de la station de police.

Le conseil municipal se réunit d'urgence et l'échevin H. H. Whitney, appuyé par l'échevin François Leclaire, demande que le Maire publie une proclamation invitant les citoyens à rester chez eux.

Une assemblée publique est ensuite convoquée, on nomme un comité d'enquête et il est décidé que le prédicant Gavazzi ne se fera plus entendre à Montréal.

La presse du pays s'empare de l'incident et comme on le pense bien, les commentaires diffèrent les uns des autres. D'aucuns prennent le Maire Wilson à partie et l'accusent d'avoir ordonné au commandant d'ouvrir le feu. Heureusement, à l'enquête du coroner, le commandant des troupes viendra jurer qu'il a agi de son propre chef et que c'est lui-même qui a ordonné de faire feu.

L'enquête du coroner débute et dure plus d'un mois, se terminant le 8 juillet.

Le jury rend son verdict, blâmant les troupes d'avoir pris sur elles d'ouvrir le feu et exonère le Maire Wilson de tout blâme.

Le jury demande en outre que dorénavant la police soit armée et que l'on se repose sur elle, dans un cas d'incident de ce genre, plutôt que sur des militaires.

C'est de cette date, croyons-nous, qu'on a commencé à armer notre police.

Aux Etats-Unis, à Londres et à Rome, à Paris même, des journaux commentèrent longuement l'incident et la majorité de la presse dénonça le langage violent de l'apostat Gavazzi qui n'avait pas tardé, on le pense bien, à déguerpir de Montréal.

Bien que la paix se fût rétablie, les journaux du temps nous rapportent que, dans la nuit du 1er au 2 août, des gens s'introduisirent dans la salle du conseil, au marché Bonsecours, et détruisirent le portrait du maire Wilson.

Le 18 du même mois, d'autres vandales, d'un clan opposé, pénétrèrent dans la même salle et déchirent le portrait de l'ex-maire Peter McGill.

Des récompenses furent offertes pour l'arrestation des coupables, mais sans résultat.

C'est probablement afin d'éviter un réveil des passions populaires que Charles Wilson, élu trois fois par acclamation maire de Montréal, s'éclipça de la vie publique et se consacra exclusivement à son commerce.

Il avait rempli son devoir de premier magistrat, dans une circonstance pénible, et il avait eu au moins la satisfaction de recevoir des témoignages approbatifs de la part de citoyens de toute dénomination.

UN SOLDAT DE NAPOLEÓN III, MAIRE DE MONTRÉAL

A Lanoraie, près de Berthier, naquit, le 24 mars 1849, Honoré Beaugrand dit Champagne, journaliste, qui devint maire de Montréal, en 1885, mettant fin à la carrière de Jean-Louis Beaudry, élu dix fois au poste convoité.

On connaît Honoré Beaugrand, surtout comme fondateur de *La Patrie* et comme écrivain.

On a peu parlé cependant de sa carrière militaire qui le prépara pourtant à faire face victorieusement à l'agitation populaire dirigée contre lui lors de l'épidémie de petite vérole de 1885.

Beaugrand fut un grand voyageur et ses lettres témoignent de son esprit d'observation.

A seize ans, après un cours d'étude au Collège de Joliette et un bref noviciat chez les Clercs de Saint-Viateur, il sollicitait un enrôlement dans les troupes françaises, expédiées par Napoléon III au Mexique.

En février 1866, il fait partie d'une compagnie de « contre-guerillas », commandée par un petit-fils du maréchal Ney, à Monterey, Mexique.

Lui-même a raconté ses aventures au Mexique, dans une causerie qu'il fit devant le Cercle Montcalm de Fall-River le 11 juin 1874.

Ayant eu la permission de devancer de 24 heures son escadron, il enfourche sa monture et se dirige seul vers San Luis de Potosi.

Il est armé de deux bons revolvers américains et d'une carabine Spencer, et il brûle la route, ne souhaitant guère rencontrer quelques « chicanos ». Mais voici qu'à un détour de chemin, des Mexicains rebelles l'accueillent, revolver au poing et, avant même qu'il ait pu faire un mouvement, un lasso l'avait déjà fait rouler dans la poussière.

On le ligote sur son cheval et, pendant deux jours, il accompagne, bien ficelé sur sa monture, le groupe de guerillas, jusqu'à Lampasas où il est traduit devant le général Trevino.

—Ceux qui vous ont fait prisonnier, dit le général, vous accusent d'espionnage.

Le jeune soldat se défend et comme le chef rebelle connaît la valeur du soldat français, il offre au prisonnier un poste de capitaine dans un de ses régiments. Le prisonnier bondit et déclare qu'il ne peut prêter son épée ainsi, sans se déshonorer.

Devant son refus, le général ordonne qu'il soit conduit sous bonne garde, dans un camp.

En route, l'escorte, heureusement, tombe en embuscade aux mains d'un groupe de Chasseurs d'Afrique qui ne tardent pas à délivrer leur camarade.

Ce fut la première aventure de Beaugrand au Mexique. Il suit les soldats de Napoléon III en France, revient en Amérique en 1869 pour passer quelque temps à la Nouvelle-Orléans où il fait du jour-

nalisme, puis il obtient un emploi comme comptable interprète au chemin de fer de Vera Cruz à Mexico.

En 1873, Beaugrand est à Fall-River, Mass., où il vient d'épouser une demoiselle Eliza Walker.

Avec le docteur Alfred Mignault, il fonde le premier journal français de cette ville : *L'Écho du Canada*. De 1875 à 1878, il publie également un autre journal appelé : *République* et a de retentissantes polémiques avec Ferdinand Gagnon, du *Travailleur* de Woonsocket.

C'est à son retour à Montréal, en 1879, qu'il fonde *La Patrie* dont il conservera la propriété et la direction jusqu'en 1897 alors qu'il la cédera à Joseph-Israël Tarte.

Dix ans auparavant, il avait également fondé un journal anglais, le *Daily News* qui n'eut qu'une existence éphémère.

Sa victoire sur l'invincible J.-L. Beaudry, en 1885, fut pour lui et ses amis un triomphe, mais il allait lui aussi éprouver les dures responsabilités que sont celles du maire de Montréal.

A ce moment-là, une épidémie de petite vérole faisait, depuis dix ans déjà, des ravages dans la population du Québec et depuis longtemps on tentait d'imposer la vaccination à la population.

Une levée populaire s'était faite contre cette mesure, à Montréal principalement, encouragée même par des médecins, tel le docteur Coderre, praticien réputé, et les autorités municipales avaient dû même réprimer une manifestation hostile de 3000 citoyens, rassemblés devant l'Hôtel de Ville.

En 1885, une nouvelle épidémie est apportée à Montréal par un employé de wagon pullman, du nom de Langley, qu'on transporta à l'Hôtel-Dieu à son arrivée. Deux jours après, une jeune fille, Pélagie Robichaud, contracta la maladie qu'elle communiqua à sa soeur Marie, laquelle succomba quelque temps après.

Le terrible fléau fit ensuite ses ravages dans toute la population.

Le projet de vaccination obligatoire, repris pour de bon, divisa la population en factions. Les journaux se mirent de la partie.

Alors que le *Herald*, la *Gazette* et la *Minerve* approuvaient la

mesure, le *Witness* entreprit une lutte acharnée contre, appuyant sans restriction un docteur Alexander Ross, de la Côte du Beaver Hall, qui, en outre de ses diatribes enflammées, fit distribuer, de par la ville, un pamphlet, émanant de Londres, publié par une Ligue Universelle pour l'Abolition de la Vaccination obligatoire.

Pendant que le maire Beaugrand et son Conseil sont à redoubler d'efforts pour faire face à l'épidémie — 245 personnes ayant succombé en une semaine — voici que, le 28 septembre, des émeutes éclatent par toute la ville. Les bureaux de l'est de l'officier de santé de la ville sont saccagés, les affiches apposées sur les bureaux de vaccination et les maisons infectées, sont arrachées, une foule envahit les quartiers-généraux du service de santé et lance par les fenêtres d'énormes quantités de désinfectants; le chef de police Paradis est attaqué et battu et on tente de mettre le feu à la résidence du maire et à celle d'un échevin favorable à la vaccination.

La maison du docteur Laporte, un autre officier du bureau de santé, est incendiée et les bureaux du *Montreal Herald* subissent le même sort.

Le maire Beaugrand, qui est alité à ce moment, se rend quand même à l'Hôtel de Ville, fortement escorté, et parce qu'il a recommandé et obtenu que l'on transforme les bâtisses de la Compagnie de l'Exposition, en hôpital d'urgence, un sénateur le fait arrêter, pour prise de possession illégale.

Les bâtisses de l'Exposition étant situées au Coteau Saint-Louis, le conseil municipal de cette petite municipalité ainsi que celui du Faubourg Saint-Jean-Baptiste qui était voisin, jettent les hauts cris.

Le lendemain de cette journée de désordre, le Conseil discute l'opportunité d'établir dans l'Est, soit à la Prison des Femmes ou ailleurs, une clinique d'urgence, mais une délégation de Sainte-Marie, à la tête de laquelle on voit le curé Lonergan, s'oppose énergiquement à la mesure. On donne comme prétexte que le quartier Sainte-Marie est déjà empoisonné par les odeurs pestilentielles d'une grande savonnerie et d'une fabrique de colle-forte et qu'il n'y a pas lieu d'y ajouter une maison de varioleux.

Même la municipalité d'Outremont s'oppose à l'établissement, dans ses limites, d'un hôpital temporaire.

Les esprits sont à ce point surchauffés qu'on transporte la lutte dans le domaine des préjugés. Le *Witness* va jusqu'à dire que lorsque le Conseil était en majorité anglaise, l'épidémie était moins forte; la *Gazette* nie cette affirmation plutôt étrange. Après que les Soeurs de la Charité ont accepté de prendre la direction de l'hôpital des varioleux et qu'elles demandent pour leur propre institution, à titre de compensation, l'exemption de la taxe d'eau, le *Witness* proteste violemment mais un ministre anglican vient à la rescousse des Bonnes Soeurs et appuie la demande.

Du 26 septembre au 2 octobre, 401 personnes en ville et dans les banlieues ont succombé à la terrible maladie.

Des ordres sévères sont donnés pour que chaque agent de police accepte de se faire vacciner, sous peine de destitution.

Le 4 octobre, une lettre de Mgr Fabre, archevêque de Montréal, est lue dans toutes les églises, invitant les fidèles à se conformer aux mesures sanitaires imposées par la ville; l'évêque joint à sa lettre d'exhortation la circulaire de l'officier de santé le docteur Louis La-berge.

Le dimanche 11 octobre, grande procession du Rosaire dans les rues de la ville. On porte la statue de Notre-Dame de Bonsecours et on conjure la Vierge d'arrêter le fléau.

Ce même jour a lieu l'inauguration solennelle du nouvel hôpital des varioleux au terrain de l'Exposition, en présence des autorités religieuses catholiques et protestantes et des autorités civiles, mais la nuit suivante des individus pénètrent dans l'hôpital et battent cruellement le gardien qui a tenté de les empêcher de pénétrer.

Pour avoir tenu tête à cette tempête populaire, avoir avalé des avanies de toutes sortes de la part de journaux et d'adversaires de la vaccination obligatoire, Honoré Beaugrand devait néanmoins, l'année suivante, recevoir un nouveau brevet de confiance de la part de l'électorat de la ville qui fit mordre la poussière à son adversaire.

Dans le cours de l'hiver précédent, 3,164 personnes, dont 2,177

enfants, avaient succombé à la terrible maladie, en dépit des mesures extraordinaires prises par les autorités municipales du temps.

Quand il se retira de la mairie, vers le milieu de 1887, pour laisser le champ libre à l'honorable J. J. C. Abbott, Honoré Beau-grand entreprit un voyage de six mois en Europe et en Afrique française.

En 1897, il cède *La Patrie* à Joseph-Israël Tarte et ne songe plus qu'à écrire et à tenter de refaire une santé défaillante.

Il était commandeur de la Légion d'Honneur, Officier d'Académie et portait en outre plusieurs décorations étrangères.

Beaugrand continua tout de même à s'intéresser à tout ce qui pouvait mettre en relief notre histoire. C'est par ses soins qu'une plaque de marbre fut posée par la Société d'Archéologie, au coin sud de la Place d'Youville et de la rue du Port, pour marquer l'endroit où M. de Maisonneuve érigea le fort de Montréal et où M. de Callières établit ensuite sa résidence.

Honoré Beaugrand mourut d'une maladie de coeur, dans la nuit du 7 octobre 1906. Sa femme, sa fille, son gendre et une religieuse infirmière étaient à son chevet.

Quelques jours avant sa mort, il avait exprimé, devant ses intimes, l'espoir que Papineau et lui resteraient dans l'histoire comme les pionniers de la réforme au Canada.

WOLFRED NELSON

Quand le 12 janvier 1854, Georges-Etienne Cartier et quelques intimes tinrent une première réunion dans le but de faire le choix de leur candidat à la mairie, il y avait longtemps que le petit hôtel de Théophile Rapin, rue Saint-Joseph⁽¹⁾, où allait avoir lieu le concubule, n'avait donné accueil à un groupe aussi distingué.

Jean-Louis Beaudry, Raphaël Bellemare, C.-A. Leblanc, Thomas Loranger, C.-J. Coursol, piliers du parti conservateur, dont l'auréole devait briller davantage plus tard, étaient décidés à combattre à tout

(1) La rue Saint-Joseph, nom que portait la rue Notre-Dame, de McGill à l'ouest.

prix la candidature de Edouard-Raymond Fabre qui revenait à la surface après avoir occupé le poste de maire de 1849 à 1851.

On avait fort à faire car Fabre, fondateur du *Pays*, avait l'appui de l'aile radicale du parti libéral, dont les principaux tenants étaient Joseph Doutre, Rodolphe Laflamme, Joseph Papin, Eric Dorion, Casimir Dessaulles et autres.

Fabre était le beau-frère de Georges-Etienne Cartier, mais pour ce dernier, les liens de parenté venaient en second quand des principes politiques étaient en jeu.

L'assemblée fut unanime à fixer son choix sur le docteur Wolfred Nelson qui, en dépit de ses soixante-deux ans, était encore mûr pour une belle bataille électorale.

Sans doute on connaissait Nelson pour son active participation à la grande aventure de 1837-1838, on savait que par deux fois il avait rempli avec distinction un mandat de député, une première fois comme représentant du comté de Richelieu, de 1827 à 1830, et la seconde fois en 1844, alors qu'il avait battu Denis-Benjamin Viger, dans ce même comté de Richelieu où il avait fait ses premières armes.

Mais ce dont on se souvenait surtout c'était l'audace et la détermination dont avait fait preuve Nelson en août 1827, alors qu'il avait forcé le gouverneur-général du Canada, lord Dalhousie, à descendre d'un husting où le représentant du Souverain avait pris sur lui de combattre ouvertement en faveur de l'adversaire du jeune médecin de Saint-Denis.

On n'avait pu oublier cet incident, unique dans nos annales parlementaires, incident qu'on ne peut se rappeler encore aujourd'hui sans éprouver une certaine répugnance à l'égard d'un gouverneur général se transformant pour la circonstance en orateur de husting⁽²⁾.

Wolfred Nelson avait appuyé le ministère Baldwin-La Fontaine en 1849 et il avait voté, lui aussi, en faveur du bill d'indemnité aux victimes de 1837.

(2) Cet incident et bien d'autres sont racontés en détail dans *Wolfred Nelson et son temps*, publié aux éditions du Flambeau en 1947, par son homonyme et parent Wolfred Nelson.

Georges-Etienne Cartier était un admirateur de Nelson et ce dernier ne manifestait pas moins d'amitié envers le futur Père de la Confédération.

On reprochait à Edouard-Raymond Fabre sa mollesse lors des émeutes de 1849 et de l'incendie du Parlement et on savait que Nelson, député lors du tragique événement, ne manquerait pas de faire feu de cet incident au cours de sa campagne.

Le docteur Wolfred Nelson accepta la candidature et la bataille s'engagea.

Depuis 1847, Nelson habitait Montréal, ayant acquis la propriété dont l'emplacement est aujourd'hui occupé par *La Presse*, coin Saint-Jacques et Côte Saint-Lambert. Il pratiquait activement la médecine et en 1849 il avait été élu président du Collège des Médecins et Chirurgiens.

La bataille fut rude, mais aidé de Cartier qui combattit la candidature de son beau-frère avec une vigueur inaccoutumée, le docteur Wolfred Nelson fut élu par une majorité substantielle. Edouard-Raymond Fabre ne devait pas survivre longtemps à sa défaite puisque le 15 juillet de cette même année il succombait à l'épidémie de choléra.

A l'issue de son installation officielle, Nelson fut escorté en grande pompe jusque chez lui, aux acclamations de la foule.

Le nouveau maire ne tarda pas à mettre ses connaissances médicales à la disposition du Conseil, surtout en prévision d'une recrudescence de l'épidémie de choléra.

Son premier acte administratif fut d'établir un Bureau de Santé.

Au début de 1855, une grande misère s'abattit sur Montréal, l'arrivée récente de milliers d'immigrants ayant contribué à la rareté du logement et à la cherté des vivres. Le Conseil dut voter des fonds pour le maintien de cuisines populaires, dont les deux principales au Faubourg Québec et au Faubourg Saint-Antoine. Le maire Nelson plaça ces cuisines sous la charge des Soeurs Grises et des Soeurs de la Providence, et visita lui-même ces endroits goûtant à la nourriture qui y était servie. Il n'eut que de la reconnaissance pour les bons offices des

Religieuses et les félicita en une occasion de façon extrêmement chaleureuse⁽³⁾.

En février 1855, le docteur Wolfred Nelson fut réélu par acclamation pour un second terme. Son discours d'inauguration peut être classé parmi les programmes les mieux conçus si l'on tient compte de la diversité des besoins d'une ville en pleine croissance. Au lieu de s'en tenir exclusivement aux questions de pavages ou entreprises publiques, Nelson aborda quelques-uns des problèmes sociaux les plus épineux et, en lisant l'exposé qu'il en fit, on constate que cent ans après, ces questions restent d'une brûlante actualité.

Son analyse du problème du logement révèle chez lui une connaissance des valeurs humaines, comme son parallèle entre le capitaliste luxueusement logé et l'humble artisan, locataire d'un abri mal conditionné, lui inspire des réflexions que l'on retrouve aujourd'hui sur les lèvres des travailleurs sociaux.

Nelson fait le portrait de l'ouvrier, forcé d'habiter un logement malpropre, insalubre, devenant désesparé et cherchant dans l'alcool et autres vices, un remède à son découragement. « Mais donnez à l'ouvrier un logement sain, aéré, chaud et convenable, s'écrie-t-il, et de nouveaux sentiments naîtront dans son coeur; il éprouvera un certain orgueil et le désir d'améliorer continuellement sa situation. Il deviendra plus prévoyant et se sentira heureux et satisfait; il aura compris sa dignité en reprenant confiance en lui-même ». Et il conclut en dénonçant les profits que certains accumulent en bâtissant de misérables logis destinés aux moins fortunés, profits qui leur permettent d'ériger pour eux-mêmes des demeures d'un luxe exagéré. Reprenant les paroles d'un auteur français : « La richesse sociale ne peut-elle s'accroître qu'à la condition de fouler aux pieds les droits de l'humanité ? » le maire Nelson ajoute que « la société doit assistance et protection à tous ses membres; elle doit assurer à chacun le libre et entier développement de ses facultés physiques, morales et intellectuelles. Le capitaliste ne peut pas contribuer au bien-être de

(3) *Wolfred Nelson et son temps*, par Wolfred Nelson.

son semblable qui est moins favorisé que lui de la fortune, d'une manière plus efficace, tout en favorisant ses propres intérêts, qu'en lui construisant des logements sains et convenables et en lui procurant de l'ouvrage à des gages raisonnables ».

Nelson exprima aussi ses regrets de constater qu'il manquait à Montréal nombre d'institutions pour la protection et la sécurité sociale de certaines catégories de citoyens, celles entre autres des aliénés et des jeunes délinquants et fit des recommandations à ce sujet. Il reprit aussi une idée déjà exprimée par sir James Alexander pour la construction d'une route autour de la montagne et l'aménagement d'un parc sur son sommet.

C'est durant son second terme d'office que le maire Wolfred Nelson présida aux cérémonies qui marquèrent le passage à Montréal, en juillet 1855, de la frégate française *La Capricieuse*.

A une réunion de citoyens convoquée dans le but d'arrêter les détails de réception au commandant et aux marins du navire, le maire Nelson en avait profité pour souligner le besoin de bonne entente entre les deux groupes ethniques de ce pays, insistant sur le fait que cette visite d'une frégate française allait offrir l'occasion à notre population de témoigner sa reconnaissance à la France pour s'être alliée à l'Angleterre en Crimée, un encouragement, ajouta-t-il, aux descendants des deux pays à cimenter davantage l'union entre eux.

A l'issue de son deuxième terme, Wolfred Nelson avait soixante-quatre ans et prit définitivement sa retraite, se remettant à la pratique de la médecine qu'il n'avait pas d'ailleurs abandonnée au cours de sa vie politique.

Il décéda le 17 juin 1863, à soixante-onze ans et onze mois et fut inhumé dans le cimetière protestant de Sorel où reposent d'autres membres de sa famille.

Le 13 décembre 1940, *L'Écho de Saint-Justin* publiait les notes suivantes sur Georges Nelson, père du Patriote :

« Après la Révolution américaine, en 1778, des familles de Loyalistes qui ne pouvaient accepter le changement d'allégeance traversè-

rent au Canada. Un groupe de fugitifs au nombre desquels se trouvait William Nelson, traversèrent le fleuve Saint-Laurent et furent reçus à Yamachiche par Conrad Guky, seigneur du lieu. Un certain nombre d'entre eux se fixèrent à Yamachiche, à la Rivière-du-Loup-en-Haut et à Maskinongé, dans la concession de la Crête-de-Coq, dans le fief Marie-Anne Carufel, alors en possession du seigneur Charles-Louis Tarieu de Lanaudière.

« William Nelson passa de Yamachiche aux Trois-Rivières en 1780 et il se fit instituteur anglais. Il demeura jusqu'en 1788 en cet endroit d'où il partit pour Montréal. De Montréal il alla se fixer à Sorel, continuant à faire la classe, tout en étant syndic de l'église anglicane du Christ. Il décéda en cet endroit le 10 juin 1834, à l'âge de 84 ans. Il fut le père de Wolfred Nelson, né à Montréal en 1791 et de Robert, né en 1794, tous deux médecins.

« William Nelson avait un frère, plus jeune que lui, Georges, né en 1766 dans le Yorkshire, Angleterre. Georges vint rejoindre son frère et ses compatriotes vers 1784 et s'établit à Crête-de-Coq, paroisse de Maskinongé. En 1830, il quitta la paroisse pour aller demeurer à Sorel rejoindre son frère William. De 1830 à son décès en 1839, il fut sacristain de l'église anglicane de Sorel et décéda à cet endroit à l'âge de 73 ans.

« A son départ de Maskinongé il avait laissé sa terre à son fils Georges. Ce dernier continua à demeurer à Maskinongé. En 1836, cette partie de Maskinongé ayant été annexée à Sainte-Ursule, il fit partie de cette paroisse. Georges Nelson, junior, semble avoir demeuré à Sainte-Ursule jusqu'en 1855 alors qu'il quitta la paroisse pour les Etats-Unis. Georges Nelson avait une soeur, Elizabeth, qui habitait chez lui en 1846. Il devait être catholique car son nom apparaît dans les registres de Sainte-Ursule comme témoin à des mariages ».

JEAN-LOUIS BEAUDRY

Parmi les jeunes gens que le docteur Wolfred Nelson commandait en 1837, se trouvait Jean-Louis Beaudry dont la carrière muni-

cipale est mieux connue que la participation qu'il prit aux événements qui précédèrent et suivirent la Rébellion.

Beaudry ayant occupé le fauteuil de la mairie plus longtemps que la plupart de ses prédécesseurs et de ses successeurs, on est porté à oublier ses activités en 1837. C'est pourquoi, dans cette rapide esquisse du personnage, nous en parlerons sans manquer de rappeler l'incident qui a quelque peu troublé sa carrière municipale.

Né à Sainte-Anne-des-Plaines, en 1809, d'une famille de cultivateurs, Jean-Louis Beaudry avait quatorze ans quand il quitta son village natal pour entrer comme commis dans un magasin de nouveautés à Montréal.

En 1827, il signe la fameuse requête contre l'union projetée des deux provinces et, cinq ans plus tard, il prend une part si active à l'élection de Papineau contre Bagg à Montréal, que son patron, un Anglais, le remercie de ses services. On sait qu'au cours de cette élection trois Canadiens français tombèrent sous les balles des tories. Le geste peu humain de son employeur n'empêcha pas, trois jours plus tard, un autre marchand anglais de prendre le jeune homme à son service. En 1834, Beaudry et son frère Jean-Baptiste fondèrent leur propre commerce de nouveautés rue Notre-Dame sur l'emplacement où s'élève aujourd'hui le nouveau Palais de Justice.

A la suite de l'échauffourée entre les Fils de la Liberté et les membres du Doric Club, le 6 novembre 1837, Jean-Louis Beaudry, en compagnie des Patriotes les plus compromis, traversa la frontière et se mit sous les ordres de Nelson. Il alla de New-York à Boston, d'Albany à Burlington, organisant des assemblées, recueillant des fonds et amassant des armes.

Après la proclamation d'amnistie, Jean-Louis Beaudry revint à Montréal et se remit aux affaires, sans toutefois abandonner la politique. Rallié à la fraction du parti libéral que dirigeait La Fontaine il tenta par deux fois de se faire élire député, mais dut se courber devant la popularité de sir Antoine-Aimé Dorion et de Thomas D'Arcy McGee.

En 1862 il est élu pour la première fois maire de Montréal et, en 1866, il est nommé conseiller législatif. Désormais il va se consacrer entièrement à la politique municipale.

Jean-Louis Beaudry n'était pas un lettré; ses qualités d'homme d'affaires lui valurent quand même une réputation fort enviable. Il avait fait une douzaine de voyages en Europe et y avait puisé une expérience qui lui avait permis d'élargir sa sphère de connaissances.

Dans une étude de Sylvain Forêt, dans *L'Opinion Publique* du 22 mars 1883, on lit ce qui suit :

« Les qualités dominantes chez M. Beaudry sont l'esprit de précision, la ténacité et l'énergie poussés jusqu'aux limites de l'entêtement, une franchise frisant presque la brutalité, une fermeté de convictions allant jusqu'aux plus extrêmes conséquences et surtout un amour passionné pour la justice et la droiture. C'est pour lui que semble avoir été écrit l'axiome : Fais ce que dois, advienne que pourra.

« Quant à la bravoure et à ce que les Anglais appellent le pluck, nul n'en a donné de meilleures preuves que Beaudry, lors du conflit entre Irlandais et Orangistes le 12 juillet. Tout le monde s'accorde à dire que cette fois-là ce fut l'attitude intrépide du maire qui sauva Montréal de la plus sanglante bagarre à laquelle ses habitants eussent jamais assisté ».

Le rédacteur de *L'Opinion Publique* faisait sans doute allusion à la journée du 12 juillet 1878, alors que les Orangistes avaient décidé de processionner dans les rues de Montréal. Le maire Beaudry, dans une proclamation, avait invité les disciples de Guillaume d'Orange à ne pas manifester et il avait fait un appel à ses concitoyens de n'intervenir en aucune façon, si les Orangistes passaient outre son avertissement.

La presse anglaise ayant chauffé à blanc ces derniers, les catholiques irlandais et canadiens-français organisèrent des ralliements au Square Chaboillez, au Marché Papineau et au Champ de Mars, les 8, 9 et 11 juillet, félicitant le Maire de Montréal de ses efforts pour prévenir une effusion de sang. Ottawa envoya à Montréal un fort déta-

chement de milice et la journée du 12 juillet 1878 se passa sans incident regrettable. La presse française fut unanime à louer le tact et l'énergique attitude du maire Beaudry tandis qu'une section de la presse anglaise ne continua pas moins à dénoncer ce qu'elle appela la partialité du maire Beaudry à l'égard d'une association dont l'existence avait été pourtant déclarée illégale par les autorités du pays.

Jean-Louis Beaudry décéda à Montréal le 24 juin 1886.

* * *

Nous nous sommes contenté d'esquisser à larges traits quelques figures du monde municipal d'autrefois. Le sujet étant loin d'être épuisé, nous y reviendrons certainement.

Lévesque

<u>Nom du maire</u>	<u>Profession</u>	<u>Mandat d'office</u>
1 VIGER, Jacques, né à Montréal.	Journaliste, inspecteur des chemins, archiviste et archéologue.	1833-1836.
2 MCGILL, Hon. Peter, né en Ecosse.	Financier.	1840-1842.
3 BOURRET, Hon. Joseph, natif de Louiseville.	Avocat.	1842-1844. 1847-1849.
4 FERRIER, James, né en Ecosse.	Financier.	1844-1846.
5 MILLS, John Easton, né aux Etats-Unis.	Marchand.	1846-1847.
6 FABRE, Edouard-Raymond, né à Montréal.	Libraire.	1849-1851.
7 WILSON, Hon. Charles, natif de Coteau-du-Lac.	Marchand.	1851-1854.
8 NELSON, Dr Wolfred, né à Montréal.	Médecin.	1854-1856.
9 STARNES, Hon. Henry, né à Kingston, Ont.	Financier.	1856-1858. 1866-1868.
10 RODIER, Charles-Séraphin, né à Montréal.	Avocat.	1858-1862.
11 BEAUDRY, Hon. Jean-Louis, natif de Sainte-Anne-des-Plaines.	Marchand.	1862-1866. 1877-1879. 1881-1885.
12 WORKMAN, William, né en Irlande du Nord.	Financier.	1868-1871.
13 COURSOL, Hon. C.-J., né à Amherstburg, Ont.	Avocat.	1871-1873.
14 CASSIDY, François né à Saint-Jacques-de-l'Achigan.	Avocat.	1873.
15 BERNARD, Dr Aldis, né dans les Cantons de l'Est,	Dentiste.	1873-1875.
16 HINGSTON, Dr William-Hales, né à Hinchinbrook,	Médecin.	1875-1877.
17 RIVARD, Sévère, natif de Yamachiche.	Avocat.	1879-1881.
18 BEAUGRAND, Honoré, né à Lanoraie.	Journaliste.	1885-1887.

I C E

<u>Date de naissance</u>	<u>Décès</u>	<u>Age lors du 1er mandat</u>
7 mai 1787.	12 décembre 1858.	46 ans.
août 1789.	28 septembre 1860.	51 ans.
10 juin 1802.	5 mars 1859.	40 ans.
22 octobre 1800.	30 mai 1888.	44 ans.
1796.	12 novembre 1847.	50 ans.
15 septembre 1799.	15 juillet 1854.	50 ans.
avril 1808.	4 mai 1877.	43 ans.
10 juillet 1792.	7 juin 1863.	62 ans.
13 octobre 1816.	3 mars 1896.	40 ans.
4 octobre 1797.	4 février 1876.	61 ans.
27 mars 1809.	24 juin 1886.	53 ans.
1806.	23 février 1878.	62 ans.
3 octobre 1819.	4 août 1888.	52 ans.
janvier 1827.	14 juin 1873.	46 ans.
1810.	3 juillet 1876.	63 ans.
29 juin 1829.	19 février 1907.	46 ans.
7 août 1834.	5 février 1888.	45 ans.
24 mars 1849.	7 octobre 1906.	35 ans.

<u>Nom du maire</u>	<u>Profession</u>	<u>Mandat d'office</u>
19 ABBOTT, Hon. J. C., né à Saint-André-d'Argenteuil.	Avocat.	1887-1889.
20 GRENIER, Jacques, natif de Berthier.	Marchand.	1889-1891.
21 McSHANE, Hon. James, né à Montréal.	Marchand.	1891-1893.
22 DESJARDINS, Hon. Alphonse, natif de Terrebonne.	Avocat et journaliste.	1893-1894.
23 VILLENEUVE, Hon. J.-O., né à Sainte-Anne-des-Plaines.	Industriel.	1894-1896.
24 SMITH, Richard Wilson, natif du Nord de l'Irlande.	Financier.	1896-1898.
25 PREFONTAINE, J.-R.-F., né à Longueuil.	Avocat.	1898-1902.
26 COCHRANE, James, natif d'Ecosse.	Financier.	1902-1904.
27 LAPORTE, Hormisdas, né à Lachine.	Financier.	1904-1906.
28 EKERS, Henry Archer, né à Montréal.	Industriel.	1906-1908.
29 PAYETTE, Louis, né à Montréal.	Entrepreneur en construction.	1908-1910.
30 GUERIN, Hon. J.-J.-E., né à Montréal.	Médecin.	1910-1912.
31 LAVALLEE, Louis-Arsène, natif de Berthier.	Avocat.	1912-1914.
32 MARTIN, Hon. Médéric, né à Montréal.	Cigarier.	1914-1924. 1926-1928.
33 DUQUETTE, Charles, né à Montréal.	Président de l'Alliance-Nationale.	1924-1926.
34 HOUDE, Camillien, né à Montréal.	Agent d'assurances.	1928-1932. 1934-1936. 1938-1940. 1944-1954.
35 RINFRET, Hon. Fernand, né à Montréal.	Journaliste.	1932-1934.
36 RAYNAULT, Adhémar, natif de L'Assomption.	Courtier en assurances.	1936-1938. 1940-1944.
37 DRAPEAU, Jean, né à Montréal.	Avocat.	1954.

<u>Date de naissance</u>	<u>Décès</u>	<u>Age lors du 1er mandat</u>
12 mars 1821.	30 octobre 1893.	65 ans.
20 janvier 1823.	5 mars 1909.	66 ans .
7 novembre 1833.	14 décembre 1918.	58 ans.
6 mai 1841.	4 juin 1912.	52 ans.
4 mars 1837.	27 juin 1901.	57 ans.
1852.	12 septembre 1912.	44 ans.
16 septembre 1850.	25 décembre 1905.	48 ans.
1851.	28 mai 1905.	51 ans.
7 novembre 1850.	20 février 1934.	54 ans.
8 septembre 1855.	31 janvier 1927.	51 ans.
25 décembre 1854.	19 mars 1932.	54 ans.
4 juillet 1856.	10 novembre 1932.	46 ans.
2 février 1861.	19 novembre 1936.	51 ans.
22 janvier 1869.	12 juin 1946.	45 ans.
25 juillet 1869.	30 décembre 1937.	55 ans.
13 août 1889.		38 ans.
28 février 1883.	13 juillet 1939.	49 ans.
12 juillet 1893.		43 ans.
18 février 1916.		38 ans.